

# Conditions Générales de Vente

## CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE

En vigueur au 19/06/2026

### Article 1 - Objet et champ d'application

Les présentes Conditions Générales de Vente (CGV) régissent, sans restriction ni réserve, l'ensemble des ventes conclues sur le site MarineCréa : Créer pour Aider (<https://www.marinecrea-creer-pour-aider.com/>) entre le vendeur et tout consommateur (ci-après "le Client") au sens de l'article liminaire du Code de la consommation.

Toute commande implique l'acceptation sans réserve, par le Client, des présentes CGV, qui prévalent sur toute autre version ou tout autre document contradictoire.

### Article 2 - Identité du vendeur

Marine REIGADAS, auto-entrepreneur, SIRET 99373082900013  
Siège social : 142 Ter route de Lyon, 38300 Bourgoin-Jallieu, France  
Email : marinecrea29@gmail.com  
Téléphone : 0659256006

### Article 3 - Prix

Les prix sont indiqués en euros, toutes taxes comprises (TTC), hors frais de livraison qui sont précisés avant la validation définitive de la commande.

#### Annonces de réductions de prix (article L112-1-1 du Code de la consommation)

Conformément à la directive Omnibus transposée en droit français, toute annonce de réduction de prix indique le **prix antérieur**, défini comme le prix le plus bas pratiqué par le vendeur à l'égard de tous les consommateurs au cours des **30 jours précédant** l'application de la réduction.

Le vendeur se réserve le droit de modifier ses prix à tout moment. Les produits sont facturés au tarif en vigueur au moment de la validation de la commande.

### Article 4 - Commande

Pour passer commande, le Client doit :

1. Sélectionner les produits souhaités ;
2. Valider son panier ;
3. Renseigner ses coordonnées de livraison et de facturation ;
4. Choisir le mode de livraison ;
5. Accepter expressément les présentes CGV ;
6. Procéder au paiement ;
7. Confirmer la commande.

Un email de confirmation récapitulant la commande est envoyé au Client. Le contrat est conclu à compter de

la confirmation de la commande par le vendeur.

## Article 5 - Paiement

Les moyens de paiement acceptés sont :

- carte bancaire
- Carte bancaire
- PayPal
- Paiement en plusieurs fois

Le paiement est exigible immédiatement à la commande. Les données de paiement sont transmises de manière sécurisée et ne sont pas conservées par le vendeur au-delà du temps de la transaction (à l'exception, le cas échéant, des 16 premiers et 4 derniers chiffres du numéro de carte conservés à des fins de preuve pour 15 mois maximum, conformément à la recommandation CNIL).

## Article 6 - Livraison

Les modes de livraison proposés sont :

- livraison standard
- Livraison standard
- Point relais

Conformément à l'article L216-1 du Code de la consommation, le vendeur livre le bien ou exécute le service à la date ou dans le délai indiqué au Client. À défaut d'indication ou d'accord, **le délai maximum est de 30 jours** à compter de la conclusion du contrat.

En cas de manquement à cette obligation, le Client peut résoudre le contrat dans les conditions des articles L216-2 et L216-3 du Code de la consommation après avoir enjoint le vendeur d'effectuer la livraison ou de fournir le service dans un délai supplémentaire raisonnable.

En cas de colis endommagé à la réception, le Client doit émettre des réserves auprès du transporteur et contacter le vendeur dans les 48 heures.

Le transfert des risques s'opère lors de la remise du bien au Client (article L216-4 du Code de la consommation).

## Article 7 - Droit de rétractation

Conformément aux articles L221-18 et suivants du Code de la consommation, le Client consommateur dispose d'un délai de **14 jours** à compter de la réception du produit (ou de la conclusion du contrat pour les services) pour exercer son droit de rétractation, **sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L221-23 à L221-25.**

### 7.1 Modalités d'exercice

Pour exercer ce droit, le Client peut notifier sa décision par :

- Le formulaire de rétractation type annexé aux présentes (annexe à l'article R221-1 du Code de la consommation) ;
- Toute déclaration dénuée d'ambiguïté, envoyée par email à [marinecrea29@gmail.com](mailto:marinecrea29@gmail.com) ou par courrier à 142 Ter route de Lyon, 38300 Bourgoin-Jallieu.
- **Bouton de rétractation en ligne** mis à disposition sur le site, conformément à l'article L221-21-1 du Code de la consommation (applicable au **19 juin 2026**).

## 7.2 Effets de la rétractation

Les produits doivent être retournés dans un délai de 14 jours suivant la communication de la décision de rétractation, dans leur état d'origine et complets. Les frais de retour sont à la charge du Client, sauf indication contraire du vendeur.

Le vendeur rembourse la totalité des sommes versées, y compris les frais de livraison initiaux (à l'exception des frais supplémentaires découlant du choix d'un mode de livraison plus coûteux que la livraison standard), dans un délai maximum de 14 jours à compter de la date à laquelle il est informé de la décision de rétractation, en utilisant le même moyen de paiement que celui utilisé pour la transaction initiale.

## 7.3 Exceptions au droit de rétractation (article L221-28)

Le droit de rétractation ne s'applique notamment pas aux :

- Biens confectionnés selon les spécifications du consommateur ou nettement personnalisés ;
- Biens susceptibles de se détériorer ou de se périmer rapidement ;
- Biens scellés ne pouvant être renvoyés pour des raisons de protection de la santé ou d'hygiène et descellés après livraison ;
- Enregistrements audio, vidéo ou logiciels descellés ;
- Contenus numériques non fournis sur un support matériel dont l'exécution a commencé après accord exprès du consommateur et renoncement exprès à son droit de rétractation ;
- Services pleinement exécutés avant la fin du délai de rétractation et dont l'exécution a commencé après accord préalable exprès du consommateur.

## Article 8 - Garanties légales

### 8.1 Garantie légale de conformité (articles L217-3 à L217-20 du Code de la consommation)

Le vendeur est tenu de livrer un bien **conforme au contrat** et répond des défauts de conformité existant lors de la délivrance. Le Client dispose d'un délai de **2 ans à compter de la délivrance du bien** pour agir.

En cas de défaut de conformité, le Client peut demander :

- En premier lieu : la **mise en conformité** du bien (réparation ou remplacement), sans frais et dans un délai raisonnable ne pouvant excéder 30 jours ;
- À défaut : la **réduction du prix** ou la **résolution du contrat** (avec remboursement intégral).

Toute période d'immobilisation d'au moins 7 jours pour réparation vient s'ajouter à la durée de la garantie. La garantie est **prolongée de 6 mois** en cas de remplacement du bien (article L217-13).

Le Client est dispensé d'apporter la preuve de l'existence du défaut pendant **24 mois** suivant la délivrance pour les biens neufs.

### 8.2 Garantie des vices cachés (articles 1641 à 1649 du Code civil)

Indépendamment de la garantie légale de conformité, le Client peut agir au titre de la garantie des vices cachés dans un délai de **2 ans à compter de la découverte du vice**, et au plus tard 20 ans à compter de la délivrance.

### 8.3 Encadré obligatoire (article L211-2 et annexe à l'article D211-2)

*"Le consommateur dispose d'un délai de 2 ans à compter de la délivrance du bien pour obtenir la mise en*

*œuvre de la garantie légale de conformité en cas d'apparition d'un défaut de conformité. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir que l'existence du défaut de conformité et non la date d'apparition de celui-ci.*

*Lorsque le contrat de vente du bien prévoit la fourniture d'un contenu numérique ou d'un service numérique de manière continue pendant une durée supérieure à 2 ans, la garantie légale est applicable à ce contenu numérique ou service numérique tout au long de la période concernée. Durant ce délai, le consommateur n'est tenu d'établir l'existence du défaut de conformité affectant le contenu numérique ou le service numérique et non la date d'apparition de celui-ci.*

*La garantie légale de conformité emporte obligation pour le professionnel, le cas échéant, de fournir toutes les mises à jour nécessaires au maintien de la conformité du bien.*

*La garantie légale de conformité donne au consommateur droit à la réparation ou au remplacement du bien dans un délai de 30 jours suivant sa demande, sans frais et sans inconvénient majeur pour lui.*

*Si le bien est réparé dans le cadre de la garantie légale de conformité, le consommateur bénéficie d'une extension de 6 mois de la garantie initiale.*

*Si le consommateur demande la réparation du bien, mais que le vendeur impose le remplacement, la garantie légale de conformité est renouvelée pour une période de 2 ans à compter de la date de remplacement du bien.*

*Le consommateur peut obtenir une réduction du prix d'achat en gardant le bien ou mettre fin au contrat en se faisant rembourser intégralement contre restitution du bien, si : 1° Le professionnel refuse de réparer ou de remplacer le bien ; 2° La réparation ou le remplacement du bien intervient après un délai de 30 jours ; 3° La réparation ou le remplacement du bien occasionne un inconvénient majeur pour le consommateur, notamment lorsque le consommateur supporte définitivement les frais de reprise ou d'enlèvement du bien non conforme, ou s'il supporte les frais d'installation du bien réparé ou de remplacement ; 4° La non-conformité du bien persiste en dépit de la tentative de mise en conformité du vendeur restée infructueuse.*

*Le consommateur a également droit à une réduction du prix du bien ou à la résolution du contrat lorsque le défaut de conformité est si grave qu'il justifie que la réduction du prix ou la résolution du contrat soit immédiate. Le consommateur n'est alors pas tenu de demander la réparation ou le remplacement du bien au préalable.*

*Le consommateur n'a pas droit à la résolution de la vente si le défaut de conformité est mineur.*

*Toute période d'immobilisation du bien en vue de sa réparation ou de son remplacement suspend la garantie qui restait à courir jusqu'à la délivrance du bien remis en état.*

*Les droits mentionnés ci-dessus résultent de l'application des articles L. 217-1 à L. 217-32 du code de la consommation.*

*Le vendeur qui fait obstacle de mauvaise foi à la mise en œuvre de la garantie légale de conformité*

*encourt une amende civile d'un montant maximal de 300 000 euros, qui peut être porté jusqu'à 10 % du chiffre d'affaires moyen annuel (article L. 241-5 du code de la consommation).*

*Le consommateur bénéficie également de la garantie légale des vices cachés en application des articles 1641 à 1649 du code civil, pendant une durée de deux ans à compter de la découverte du défaut. Cette garantie donne droit à une réduction de prix si le bien est conservé ou à un remboursement intégral contre restitution du bien."*

## **Article 9 - Responsabilité**

Le vendeur ne saurait être tenu responsable des dommages résultant d'une mauvaise utilisation du produit ou d'un cas de force majeure au sens de l'article 1218 du Code civil.

## **Article 10 - Avis des consommateurs**

Conformément aux articles L111-7-2 et D111-17 du Code de la consommation (issus de la directive Omnibus), le vendeur précise les modalités de publication et de traitement des avis en ligne :

Les avis publiés sur le site sont vérifiés selon les modalités suivantes : à compléter (méthode de vérification de l'authenticité des avis, traitement des avis négatifs, période de référence).

La publication d'avis faux ou trompeurs est sanctionnée comme pratique commerciale trompeuse (articles L121-2 et suivants du Code de la consommation).

## **Article 11 - Dispositions spécifiques aux clients professionnels (B2B)**

Les présentes CGV s'appliquent également aux ventes conclues avec des clients agissant à des fins professionnelles, sous réserve des dispositions du présent article. Les protections propres aux consommateurs (droit de rétractation, garantie légale de conformité, médiation de la consommation notamment) ne s'appliquent pas aux clients professionnels, sauf disposition légale contraire bénéficiant aux non-professionnels.

## **Délais de paiement (article L441-10 du Code de commerce)**

Sauf stipulation contraire convenue entre les parties, le délai de règlement est fixé au trentième jour suivant la réception des marchandises ou l'exécution de la prestation. Le délai convenu ne peut en aucun cas dépasser **60 jours à compter de la date d'émission de la facture** ou, par dérogation expressément stipulée au contrat, **45 jours fin de mois**, conformément à la loi de modernisation de l'économie (LME) codifiée à l'article L441-10 du Code de commerce.

## **Pénalités de retard et indemnité de recouvrement**

Tout retard de paiement entraîne de plein droit, sans qu'un rappel soit nécessaire :

- des **pénalités de retard** calculées sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement la plus récente, majoré de **10 points de pourcentage**, appliquées au montant TTC restant dû ;
- une **indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €** (articles L441-10, II et D441-5 du Code de commerce) ; lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs à ce montant, une indemnisation complémentaire peut être réclamée sur justification.

## **TVA intracommunautaire**

Les livraisons de biens expédiés à destination d'un assujetti établi dans un autre État membre de l'Union européenne sont exonérées de TVA française en application de l'article 262 ter, I du Code général des impôts, sous réserve de la communication par l'acquéreur d'un **numéro de TVA intracommunautaire valide** et de la justification de l'expédition hors de France. La taxe est alors autoliquidée par l'acquéreur dans son État membre.

## **Clause attributive de compétence**

**Tout litige avec un client ayant la qualité de commerçant sera soumis à la compétence exclusive du tribunal de commerce dans le ressort duquel est situé le siège social du vendeur**, y compris en cas de pluralité de défendeurs, d'appel en garantie ou de procédure en référé (article 48 du Code de procédure civile).

## **Article 12 - Données personnelles**

Les données personnelles collectées dans le cadre de la commande sont traitées conformément à la **Politique de confidentialité** accessible sur <https://www.marinecrea-creer-pour-aider.com//confidentialite>. La base légale est l'exécution du contrat (article 6.1.b RGPD) et, pour la facturation et la comptabilité, le respect d'obligations légales (article 6.1.c RGPD).

## **Article 13 - Réclamation et médiation**

### **Réclamation**

Toute réclamation peut être adressée au service client : [marinecrea29@gmail.com](mailto:marinecrea29@gmail.com) / 0659256006.

### **Médiation de la consommation**

Conformément aux articles L611-1 et suivants et R612-1 du Code de la consommation, le consommateur peut recourir gratuitement au médiateur de la consommation suivant :

#### **ANM consommation**

Adresse : 25 allée Rose Dieng Kuntz 75019 paris

Site web : <https://www.anm-conso.com/index.php>

La saisine du médiateur est précédée d'une réclamation écrite préalable adressée au vendeur. Le médiateur ne peut être saisi que dans un délai d'un an à compter de cette réclamation.

### **Plateforme européenne de règlement en ligne des litiges (RLL)**

Le Client peut également utiliser la plateforme de règlement en ligne des litiges de la Commission européenne : <https://ec.europa.eu/consumers/odr>

## **Article 14 - Droit applicable et juridiction**

Les présentes CGV sont soumises au droit français. À défaut de résolution amiable, tout litige sera porté devant les tribunaux français compétents conformément aux règles du Code de procédure civile (le consommateur conservant la possibilité de saisir, à son choix, la juridiction du lieu où il demeurait au moment

de la conclusion du contrat ou de la survenance du fait dommageable, article R631-3 du Code de la consommation).

## Article 15 - Formulaire de rétractation type

(Annexe à l'article R221-1 du Code de la consommation)

À l'attention de MarineCréa, 142 Ter route de Lyon, 38300 Bourgoin-Jallieu, marinecrea29@gmail.com :

Je/Nous () vous *notifie/notifions* () par la présente ma/notre () *rétractation du contrat portant sur la vente du bien* ()/pour la prestation de services (\*) ci-dessous :

- Commandé le () / *reçu le* () : \_\_\_\_\_
- Nom du (des) consommateur(s) : \_\_\_\_\_
- Adresse du (des) consommateur(s) : \_\_\_\_\_
- Signature du (des) consommateur(s) (uniquement en cas de notification du présent formulaire sur papier)
- Date : \_\_\_\_\_

(\*) Rayer la mention inutile.

---

CGV générées par ConformDocs (<https://conformdocs.pro>)